



3^e conférence internationale de soutien à la population du Liban – La France continue de se mobiliser

4 AOÛT 2021

Le Président de la République co-présidera, avec les Nations Unies, le 4 août 2021, une troisième conférence internationale de soutien à la population du Liban.

En effet, un an après la violente explosion dans le Port de Beyrouth venue aggraver une situation économique et sociale déjà très dégradée, la population vivant au Liban fait toujours face à de nombreux besoins humanitaires urgents.

Cette troisième conférence de soutien aura donc pour but d'identifier aussi précisément que possible les nouveaux besoins de la population vivant au Liban, de s'assurer que les mécanismes d'acheminement et de distribution de l'aide offrent toute l'efficacité et la transparence requise, et d'accélérer les efforts de solidarité de la communauté internationale en faveur des populations vulnérables.

Aussi la France continue-t-elle d'œuvrer au soutien des populations, et de mobiliser la solidarité internationale pour répondre aux besoins essentiels sur place.

La France poursuit son action humanitaire

RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS DE LA POPULATION

Dès le 6 août 2020, le Président de la République s'est rendu au Liban afin d'apporter son soutien à la population du pays. Cette visite s'est immédiatement traduite par la mobilisation de 45M€ pour répondre aux besoins urgents nés de la profonde crise économique et sociale aggravée par l'explosion. Sur l'ensemble de l'année 2020, les efforts de solidarité de la France envers le Liban se sont élevés à hauteur de 85M€, et restent très importants en 2021.

Face aux besoins essentiels identifiés sur le terrain, l'aide française s'est concentrée sur quatre priorités : l'alimentation, la santé, l'éducation et la formation, ainsi que la reconstruction, y compris dans ses dimensions économique, patrimoniale et culturelle.

Sécurité alimentaire (5,9M€)

Selon le Programme alimentaire mondial, plus d'un habitant sur cinq se trouve en situation d'insécurité alimentaire en 2021 – et cette proportion est encore plus importante au sein des populations réfugiées. Depuis un an, le prix des denrées alimentaires de base a doublé voire triplé, et ce alors que le pays importe 80% de ces produits.

La France répond à cette urgence par l'envoi de colis alimentaires en nature (2,4M€) et par la distribution de subvention aux acteurs engagés localement dans la distribution de nourriture, qu'ils s'agissent d'ONG ou d'organisations internationales (3,5M€, en hausse de 40% par rapport à 2019). Enfin la France soutient le secteur agricole libanais à hauteur depuis un an, afin de renforcer la résilience du pays en matière alimentaire.



Santé (22M€)

La crise économique et financière qui frappe le pays depuis plus d'un an a conduit à la fermeture de 40% des lits d'hôpitaux. L'accès de la population aux médicaments est de même largement entravée.

La France a ainsi soutenu plusieurs hôpitaux libanais engagés dans la gestion de la pandémie de COVID-19 : l'hôpital public Rafic Hariri a bénéficié d'un accompagnement de 25M€ depuis 2019, et l'hôpital de la Quarantaine a vu sa réhabilitation accélérée grâce à l'aide de la France. Plusieurs centres de santé primaire ont également bénéficié de l'aide française, notamment pour répondre aux besoins directs causés par l'explosion du Port de Beyrouth. Face aux besoins croissants sur ce volet, la France a de même contribué au programme national de santé mentale. Enfin, la solidarité française pour l'accès de la population du Liban à la santé s'est aussi déployée via les ONG actives sur le terrain, à l'image de la Chaîne de l'Espoir.

La France a en outre su adapter son soutien en fonction de l'évolution de la pandémie de COVID-19, face à la résurgence des infections, ce sont, à titre d'exemple, 3 millions de masques FFP2, et 36 respirateurs qui ont été acheminés par bateau, depuis Marseille, le 23 juillet dernier.

Éducation et formation (42,8M€)

La crise a également durement frappé le système éducatif libanais et contraint l'accès à l'éducation de la jeunesse. Selon l'UNICEF, 15% des familles ont interrompu la scolarisation de leurs enfants du fait de la crise.

Aussi la France a augmenté sa contribution aux actions de l'UNICEF au Liban, y compris son programme « Education Cannot Wait ».

La France est venue d'autre part soutenir le réseau d'enseignement français, à hauteur de 21M€, alors que de nombreux établissements ont été touchés par la pandémie et une vingtaine d'entre eux par l'explosion du Port de Beyrouth. De même, la France est venue en appui des écoles publiques libanaises (12M€), alors que la crise économique a entraîné le transfert de nombreux élèves du privé vers le public.

La France est également venue en soutien à une soixantaine de petites écoles confessionnelles réparties sur l'ensemble du territoire libanais, dans le cadre d'un Fonds abondé par l'État et l'œuvre d'Orient.

Les étudiants libanais arrivant en France ont également bénéficié d'une aide renforcée, via des bourses, des allocations d'installation, et la gratuité des droits d'inscription universitaire.

Enfin la France, par le biais de son agence de développement, a contribué à renforcer l'accès des jeunes à la formation et à l'emploi, notamment en subventionnant l'Institut européen de coopération et de développement (IECD), une ONG très active dans le domaine de la formation technique et de l'insertion professionnelle.

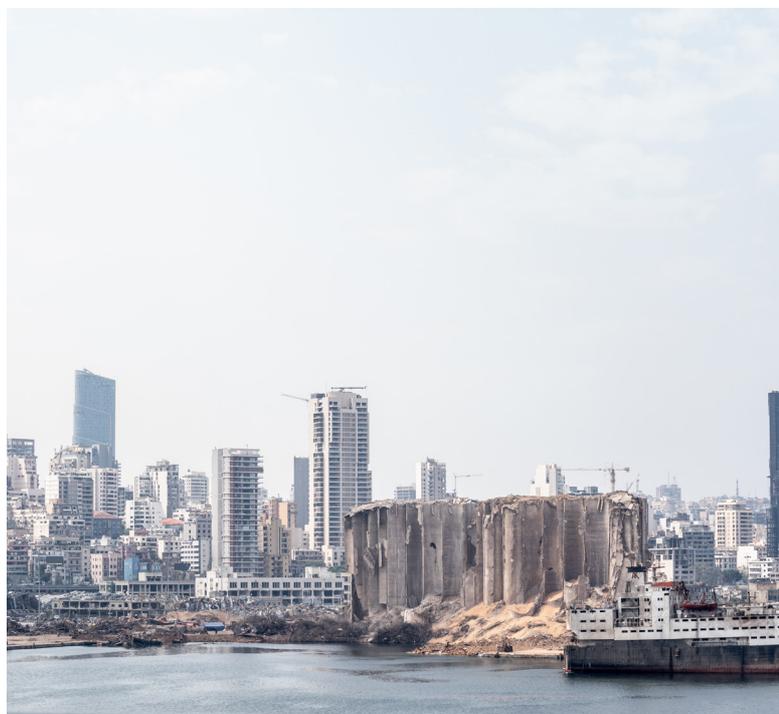
Reconstruction : économie, patrimoine et culture (6,8M€)

De nombreux foyers ont connu des difficultés d'accès au logement du fait de la crise économique. De même, l'explosion du port a causé de nombreux dégâts sur les infrastructures et le tissu économique libanais.

Ainsi l'action solidaire de la France s'est concentrée sur l'assainissement des quartiers de Beyrouth touchés par l'explosion (1,5M€), ainsi que sur la reconstruction de logements (2M€). Pour ce faire, la France a fait parvenir une aide importante, humaine et matérielle, pour la reconstruction (500k€).

La France s'est de même considérablement investie dans l'appui aux micro-entreprises et PME touchées par l'explosion (1M€), ainsi que dans la réhabilitation du patrimoine culturel et dans la relance du secteur créatif (1,4M€).

ACCOMPAGNER **LA RECONSTRUCTION** **DU PORT DE BEYROUTH**



Dans la continuité des efforts de solidarité français pour répondre aux besoins urgents des populations en matière d'alimentation, de santé, d'éducation et d'infrastructures, la France accompagne également la reconstruction du Port de Beyrouth, essentiel à la sortie de crise et à la reprise économique du pays à hauteur de plus de 6,5M€.

La contribution de la France consiste notamment à co-financer l'intervention d'entreprises françaises dans les travaux d'urgence pour la réhabilitation du port (6,5M€). La France soutient également l'amélioration des services liés à l'activité portuaire (1,4M€), ainsi que la modernisation du port et la mise en œuvre de réformes dans son fonctionnement (2,5M€). Enfin, la France accompagne le renforcement de l'action libanaise en mer, notamment via la construction d'un centre de coordination des secours en mer co-financé par la France, l'Allemagne et l'UE.

TRAVAILLER **AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE** **POUR VEILLER** **AU BON ACHEMINEMENT** **DE L'AIDE (1,9M€)**

La société civile libanaise joue non seulement un rôle clef dans la vie citoyenne et démocratique du pays, mais constitue également un acteur central de l'acheminement et la distribution de l'aide humanitaire, faisant preuve d'exemplarité en matière de transparence et redevabilité. Aussi, en les sollicitant comme relais et grâce à un mécanisme de procès-verbaux à la réception de l'aide, la France parvient à s'assurer du bon acheminement de son assistance humanitaire au profit direct des populations.

La France s'est de même plus largement investie dans le renforcement des capacités de ces ONG libanaises (1,4M€), ainsi que dans le soutien à l'engagement citoyen durable des jeunes.

Des entreprises françaises se sont aussi mobilisées en soutien à la population du Liban dans les suites de l'explosion. CMA-CGM a, par exemple, acheminé une partie de l'aide française à la population du Liban.



SOUTIEN **AUX FORCES ARMÉES** **LIBANAISES, PILIER** **DE LA STABILITÉ DU PAYS**

Dans un contexte particulièrement dégradé et difficile, les Forces armées libanaises ont joué le rôle de véritable pilier de la stabilité au Liban. À cet égard, la France a tenu à apporter son soutien, en renforçant ses activités de coopération (formation, enseignement du français, lutte contre le terrorisme, déminage, appui à la sécurité maritime) ainsi qu'en répondant à une demande formulée par les Forces armées libanaises en assistance alimentaire. Elles ont également joué un rôle essentiel dans la distribution de l'aide internationale à la population libanaise dans les suites de l'explosion du 4 août. La France a, par ailleurs, organisé une conférence internationale de soutien aux Forces armées libanaises le 17 juin dernier.

La France **continue de mobiliser** **la communauté** **internationale**

Outre son propre effort de solidarité, la France a activement contribué à mobiliser la communauté internationale pour répondre aux besoins urgents de la population vivant au Liban.

Dès le 9 août 2020, la France a organisé une conférence internationale de soutien lors de laquelle les différents États et bailleurs de fonds se sont engagés à hauteur de 257M€. Lors de la deuxième conférence de soutien à la population libanaise, le 2 décembre 2020, l'aide mobilisée avait dépassé les 280M€. Surtout, les participants se sont engagés à mieux cibler leurs efforts de solidarité afin de répondre le plus précisément possible aux besoins de la population. Ainsi, alors que la sécurité alimentaire et l'accès à l'éducation restent des défis prioritaires, les soutiens internationaux du Liban se sont accordés pour cibler spécifiquement l'assistance en faveur des femmes, des jeunes et enfants, et de compléter l'aide d'urgence avec des actions de relèvement précoce au profit direct des populations vulnérables.

— Cette conférence sera aussi l'occasion pour la communauté internationale de rappeler la nécessité de former un gouvernement crédible, efficace, et capable de mettre en œuvre les réformes nécessaires – condition à la mobilisation d'une aide internationale structurelle. Elle rappellera aux dirigeants libanais leurs engagements et leurs responsabilités à cet égard.